3e CIRCONSCRIPTION

ELECTRICES, ELECTEURS,



Dr Henry LELIÈVRE

En 1958, j'ai jugé de mon devoir d'accepter de représenter le Parti Communiste Français dans la 3e circonscription.

Dès cette époque, je dénonçais la malfaisance du régime gaulliste et de sa constitution.

Depuis 10 ans, De Gaulle gouverne pour le seul profit des puissance d'argent ! Depuis dix ans, il trompe le peuple des villes et des campagnes.

Il y a peu de temps, lui-même, Pompidou, l'U.N.R., les centristes proclamaient que sur le plan social et économique tout allait pour le mieux. Par millions les travailleurs viennent de leur infliger le démenti le plus cinglant.

Dans le calme, la dignité, ils ont su obtenir la satisfaction de revendications justifiées et refusées depuis des années par le Pouvoir ; ils ont su exprimer leur volonté de changements que souhaitent avec eux la grande majorité des français.

Devant le fiasco et l'impopularité de sa politique De Gaulle tente de faire peur et d'accréditer l'idée que la République serait en danger.

Il calomnie notre Parti. Il menace. C'est du chantage !

Lui-même et son régime sont les seuls responsables du désordre économique et politique.

Le bilan désastreux de dix ans de politique au service des puissances d'argent

Le bilan du Gaullisme est simple.

L'augmentation considérable (près de 50 p. 100) **de la production s'est traduit par l'enrichissement scandaleux des puissances d'argent (banquiers, gros industriels, hommes d'affaires et parasites divers)** et **par la dégradation de la situation de ceux qui créent les richesses de notre pays (ouvriers, paysans) ainsi que des commerçants, artisans, retraités.**

Citons à titre d'exemple quelques faits.

— L'abaissement constant du pouvoir d'achat des salariés et des paysans.

— Le chômage inscrit comme une nécessité dans le Ve plan alors que le Pouvoir s'oppose au retour aux 40 heures et à l'abaissement à l'âge de la retraite.

— De 1958 à 1968 le nombre des familles assujetties à l'impôt est passé de **4 millions** à **9 millions.** Pour la plupart il s'agit de salariés, voire de retraités.

— Mais l'imposition sur les sociétés capitalistes a diminué de **30** % et de **90** % pour l'impôt sur les dividendes.

— Les magasins à succursales multiples ont été dégrévés, les petits commerçants et artisans sont accablés d'impôts et victimes de la T.V.A.

— Un exode rural sans précédent frappe la paysannerie française. **Dans la Sarthe, plus de 6 000 fermes ont disparu depuis l'avènement de De Gaulle.** Par contre, la terre est accaparée par les gros agrariens. L'Etat ne prête de l'argent qu'aux riches

— La Sécurité Sociale est démantelée.

— Les logements H.L.M. sont sacrifiés au profit de la construction spéculative.

— **Dix ministres de l'Education Nationale se sont succédés en 10 ans.**

L'Ecole et l'Université sont victimes de l'aide privilégiée à l'Enseignement libre, du manque de maîtres et de locaux, de la « Réforme Fouchet », véritable défi à la culture qui vise à soumettre l'instruction aux besoins les plus bassements immédiats du grand Capital.

Ceci explique le mécontentement légitime des enseignants et des étudiants.

VOILA LA POLITIQUE QUE VEULENT POURSUIVRE :

— **J. P. COUASNON** qui est au cours de cette campagne électorale le « godillot du général » et le défenseur des puissances d'argent. Il se présente sous le sigle fallacieux « U.D.R. » qui dissimule mal la haine du peuple et l'anticommunisme récemment révélés par le pouvoir personnel.

— **R. DRONNE** que seul son amitié pour SOUSTELLE, BIDAULT, TIXIER-VIGNANCOURT, SALAN a pu séparer un moment de de Gaulle. Aujourd'hui, Pompidou leur tend les bras. Toute la grande famille du 13 mai 1958 se rassemble devant le danger que représentent pour elle les forces populaires et démocratiques.

Tous les vrais Républicains signifieront à ces politiciens du passé comme au « Giscardien » **Yves ROUGIER** que 10 ans de pouvoir gaulliste leur ont suffi.

A ce propos, regrettons que le soutien apporté par le P.S.U. (représenté par **M. CAU**) à des groupes d'anarchistes et de provocateurs aboutisse en définitive à faire le jeu de tels hommes.

TRAVAILLEURS REPUBLICAINS,

VOUS APPROUVEREZ LES SOLUTIONS DU PARTI COMMUNISTE

qui propose à vos suffrages un Programme démocratique et social avancé

DANS L'ORDRE ECONOMIQUE

— La nationalisation des banques et monopoles industriels,

— La réduction des dépenses improductives (force de frappe).

— La mise en valeur de toutes les ressources du pays.

Ainsi seraient évités la hausse des prix et l'inflation.

DANS L'ORDRE SOCIAL.

— La garantie du pouvoir d'achat des salaires, retraites et pensions afin d'élargir le marché intérieur et d'assurer les débouchés par la production agricole.

— Le retour progressif aux 40 heures.

— L'avancement de l'âge de la retraite.

— L'abrogation des ordonnances contre la Sécurité sociale.

— La reconnaissance des droits syndicaux dans l'Entreprise.

— La juste rémunération du travail paysan, l'aide à l'exploitation familiale, aux coopératives gérées démocratiquement.

— Un quart du Budget pour l'Education nationale, la création d'une Université moderne, démocratique et laïque.

— Un statut démocratique de l'O.R.T.F.

— Construction de 600 000 logements par an dont 300 000 H.L.M. à loyers accessibles.

— Pour les jeunes : droit de vote à 18 ans.
droit au travail, possibilité tant en ville, qu'à la campagne d'exercer un métier correspondant à leurs goûts et à leurs aptitudes,
des loisirs culturels et sportifs.

DANS L'ORDRE INTERNATIONAL

— Politique de paix et indépendance nationale.

— Désarmement et sécurité collective.

— Coopération internationale.

— Démocratisation des institutions européennes.

— Solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés.

Un tel programme répond à la volonté de l'immense majorité des Français qui souhaitent la relève démocratique du Gaullisme et non le retour à une quelconque troisième force.

Le dilemne n'est pas, comme tente de le faire croire De Gaulle, entre lui et le communisme. **Au contraire, il s'agit de choisir entre le pouvoir personnel qui ouvre la voie à la dictature et une démocratie nouvelle fondée sur l'union de toutes les forces de progrès dont les communistes font partie intégrante.**

Plus le nombre de voix communistes sera grand, plus cette union autour d'un programme commun de gouvernement — que refuse malheureusement encore M. Fouet, représentant de la F.G.D.S. dans cette circonscription — aura des chances d'aboutir rapidement.

POUR UN GOUVERNEMENT D'UNION DEMOCRATIQUE
S'APPUYANT SUR LA VOLONTE POPULAIRE
NE VOUS ABSTENEZ PAS : TOUTES LES VOIX COMPTENT !

Votez pour les Candidats du **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

le Dr Henry LELIÈVRE

et son suppléant **Pierre ROUXIN**

Cheminot au Mans

IMP. MANCELLE - 56, R. JOINVILLE - LE MANS 16385